



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU
DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD – FND)**

Prêts : FAD n° F SEN/ LUT-PAU / 99/22 du 19/08/99
FND n° 286 du 25/05/99

**NOTE SUR L'EXECUTION DU FINANCEMENT DU FONDS NORDIQUE
DE DEVELOPPEMENT DANS LE CADRE DU PROJET
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

Le Projet de Lutte contre la Pauvreté est financé conjointement par le Fonds africain de Développement, le Fonds d'assistance technique de la BAD, le Fonds Nordique de Développement (FND) et le Gouvernement du Sénégal.

Le montage du Financement (en millions d'U C) par source est indiqué dans le tableau suivant :

Sources de	Devises	Monnaie	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54%
FAT	0,58	1,17	1,75	9%
FND	2,62	2,38	5,00	27%
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10%
Total	8,97	9,63	18,60	100%
% du Total	48%	52%	100%	

63%

L'objectif du Projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal, à travers les objectifs spécifiques ci-après :

- élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto -promotion des groupes-cibles ;
- accroître leurs capacités de génération de revenus et

10,75
1,75
12,5

272
18,60
272

272
18,60
272

54,2
+ 9,6
63,8

- favoriser l'accès aux services de base.

L'exécution du Projet est confiée au Bureau de gestion qui regroupe quatre composantes :

- ❖ Renforcement des Capacités des partenaires et des bénéficiaires,
- ❖ Micro finance et Activités génératrices de revenus,
- ❖ Infrastructures/ Equipements et Hydraulique,
- ❖ Gestion

Le financement du Fonds nordique de Développement (**Crédit FND du 25 Mai 1999**), d'un coût global de **5 000 000 DTS** soit environ **3 982 000 000 F CFA** permettra de prendre en charge les coûts liés au volet Hydraulique de la composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique du Projet.

Il était prévu au titre de ce financement l'aménagement d'environ :

- 165 ouvrages hydrauliques, essentiellement des puits ;
- 85 mini réseaux hydrauliques comprenant des réservoirs et des bornes fontaines ;
- 165 latrines mais aussi,
- la mise en place de plus d'environ 192 équipements d'exhaure comprenant des Pompes manuelles, des Electro-pompes thermiques et solaires

En dehors des réalisations physiques envisagées, un important programme d'accompagnement articulé autour du renforcement des capacités sera développé pour assurer une bonne appropriation des infrastructures et équipements par les bénéficiaires.

L'exécution de ce volet accorde une grande priorité aux communautés de base des zones rurales ciblées par le Projet et permettra de contribuer à :

- La résorption du déficit en eau de ces localités,
- L'amélioration de la qualité de l'eau
- L'allègement de la pénibilité de l'exhaure de l'eau

Décomposition des acquisitions envisagées au titre du Prêt initial, par catégorie de dépenses :

Catégorie / Description	Intrants	Coût en DTS
A. Etudes et Supervision	Consultants nationaux (choix des types structures/système de gestion/contrôle, Consultant international (supervision et contrôle) Etudes techniques/ Contrôle des chantiers (10% de construction) Sous - total A	18 835 63 285 275 772 357 892
B. Construction/ Réhabilitation	Forage de puits, 165 unités Réservoir de stockage et distribution d'eau Latrines Sous - total B	1 864 641 779 131 113 950 2 757 772
C. Equipement, fourniture et approvisionnement	Pompes électriques, 35 unités Pompes manuelles, 160 unités Pompes solaires, 50 unités Outils (treuil, boîte à outils), 165 unités Stock initial de pièces de recharge (5% coût des pompes) Sous- total C	131 843 164 661 753 390 155 387 60 087 1 265 369
D. Prestations de services assurée par des spécialistes	Services décentralisés d'appui (5% de la formation de la catégorie) Consultant international en approvisionnement en eau par énergie solaire (formation et installation) Consultant national en approvisionnement en eau par énergie solaire Sous- total C	3 051 84 380 9 417 96 848
E. Formation	Formation de réparateurs Formation de comités villageois pour la gestion communautaire des ponts d'eau Formation en maraîchage Sous- total E	1 356 29 834 29 834 61 025
F. Frais d'exploitation	Frais généraux (2% de la catégorie A à la catégorie F) Sous- total F	90 777 90 777
	Coût de base Faux frais divers (5%) Hausse des prix (approx. 3%) TOTAL	4 629 633 231 482 138 885 5 000 000

Taux de change utilisé : 1 DTS= 796,4 F CFA

En ce qui concerne les pompes manuelles, les formalités douanières sont actuellement en cours, au niveau du port de Dakar. Leurs installations vont démarrer au cours du mois de juin.

Situation des engagements et des décaissements sur le Prêt

Le premier décaissement sur le prêt FND a été effectué en date du 17 octobre 2002.

A la date du 3 juin 2005, le montant décaissé sur le Prêt initial est de **3 866 071 DTS**, ce qui équivaut à un taux de décaissement de **77,32 %** ; contre 19 % en novembre 2003.

Le taux d'engagement financier est d'environ **92 % (3 658 505 994 F CFA)**, dont :

- 388 349 366 F CFA au titre des études,
- 149 450 000 F CFA au titre du contrôle,
- 2 385 200 900 F CFA au titre du Génie civil hydraulique,
- 733 061 728 F CFA au titre des équipements.
- 2 444 000 F CFA au titre du Fonctionnement

Au regard des délais contractuels d'exécution des travaux hydrauliques et d'installation des Pompes, l'essentiel des crédits du Prêt initial seront consommés d'ici décembre 2005.

Au cours des deux dernières revues annuelles de coopérations avec le Sénégal, le Projet a successivement obtenu la meilleure distinction parmi tout le portefeuille de projets du FND au Sénégal, avec la note maximale.

Le Fonds n'a pas hésité à proposer une extension du prêt en cours, pour étendre l'intervention du Projet vers d'autres communautés de base qui sollicitaient des points d'eau.

Extension du Prêt FND en cours

Une extension du Prêt FND a été également obtenue, pour un montant d'environ 2 Milliards de F CFA ; sur une durée allant jusqu'en décembre 2006. Ces ressources additionnelles permettront d'améliorer l'accès aux services sociaux de base aux Communautés de base ciblées en zone rurale, par le Projet, notamment dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

En effet malgré la consistance des ressources du Prêt en cours, la couverture des besoins des villages ciblés reste encore limitée, puisque rien que sur l'échantillon des 600 localités encadrées par le Projet, plus de 300 demandes de points d'eau avaient découlé de l'étude du Milieu réalisée au démarrage des activités.

Seuls 120 villages ont été retenus en définitive (soit 40% de la demande), au regard du budget disponible, ce qui laisse encore un important gap à résorber.

Il en est de même des infrastructures d'assainissement comme les latrines qui accompagnent les ouvrages hydrauliques. En milieu rural, le taux d'accès aux latrines tourne autour de 13% et en milieu urbain, la forte croissance démographique liée à l'exode rural génère souvent des îlots d'insalubrité.

Le financement complémentaire permettra de toucher environ 50 localités supplémentaires qui bénéficieront ainsi, selon leurs besoins, d'infrastructures communautaires de base (Puits ou forages, mini réseaux d'adduction d'eau, latrines, bacs à laver et puisards)

C'est au moins 25 à 30 mille personnes qui pourraient ainsi directement bénéficier de cette rallonge, en zone rurale pour l'essentiel, ce qui constitue une contribution non négligeable à l'atteinte des objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (D.S.R.P.).

L'essentiel des crédits obtenus sera consacré aux travaux de construction, à la formation et à l'acquisition d'équipements directement destinés aux bénéficiaires. La plupart des études (mise en place de systèmes de gestion des infrastructures Communautaires, élaboration de modules de formation auront été pris en charge dans le cadre du financement en cours).

L'exécution de ce programme complémentaire a déjà démarré en décembre 2004 avec la mise à jour en cours, du fichier des requêtes en ouvrages hydrauliques et le lancement des appels d'offres relatifs à :

- La construction d'ouvrages de captage
- L'aménagement de mini- réseaux hydrauliques et de Latrines
- L'acquisition d'Electropompes
- L'acquisition de pompes manuelles
- La sélection de Bureaux de contrôle des travaux

Quatre des contrats afférents à ces acquisitions sont en cours de finalisation et les travaux supplémentaires devraient démarrer au plus tard au début du mois d'août 2005, pour être bouclés début 2006.

Un Avenant au contrat avec le Groupement de Bureaux nordique et sénégalais COWI-AISB a déjà été signé, pour un montant de 91 649 686 F CFA

Dès la signature de ces quatre contrats d'ici le 25 juin, le taux d'engagement des crédits sur le programme d'extension de 2 milliards sera de **63,55 %** .

Atouts du Financement FND

L'exécution du financement FND du PLCP a connu beaucoup moins de problèmes du fait certainement de la mise à profit, dans sa formulation, des enseignements tirés du Projet d'appui aux Groupement de promotion féminine :

- Le fait que le financement FND ait été circonscrit à un seul volet mais avec une prise en charge intégrale de ce volet (réalisations physiques et programmes d'accompagnement) permettra d'éviter les retards connus par le passé, liés à l'interaction des sources de financement pour concourir à la réalisation d'un même sous objectif ;
- Les concessions accordées par le FND, lors des négociations du Prêt mais aussi en cours d'exécution du Projet (acquisition des pompes manuelles), relativement aux critères d'origines des Biens, Services et Travaux ont été fort appréciables et permettront une exécution cohérente du financement ;
- Les 35% du financement réservés aux acquisitions nordiques concernent, pour l'essentiel l'achat d'électropompes thermiques ou solaires, pour lesquelles les Pays nordiques offrent des opportunités rassurantes en terme de fiabilité, de performance et d'adaptabilité des équipements produits ;
- En ce qui concerne les prestations court terme du Bureau nordique COWI, un partenariat étroit a été noué avec un Bureau local homologue par le biais d'un contrat de Groupement pour exécuter de manière cohérente et complémentaire un ensemble de missions afférentes à la maîtrise d'œuvre ;
- La souplesse des négociations du Prêt a aussi permis d'améliorer le montage financier de ce programme, en intégrant un sous volet Assainissement qui faisait l'objet d'omission au même titre que les ouvrages de stockage et distribution là où la motorisation de l'exhaure était envisagée ; mais aussi en révisant à la hausse ou à la baisse certains postes de dépenses initialement mal estimés.
- En ce qui concerne le Management technique du Projet au niveau du Fonds, l'examen des différents dossiers soumis pour approbation se fait jusque là avec beaucoup de célérité et de diligence par le Regional Manager ;
- Il convient enfin de saluer le caractère substantiel des ressources qui ont été allouées au volet hydraulique qui constitue sans doute une priorité absolue des communautés de base du Projet, en zone rurale

notamment. Ces financements permettront de contribuer à la résorption du déficit en eau d'au moins 170 Communautés de base.

De ce point de vue, il s'agit là d'une contribution extrêmement importante aux stratégies de réduction de la Pauvreté.

Recommandations

Compte tenu de l'importance du portefeuille actuel de Projets du FND dans les différents secteurs de l'Hydraulique, de l'Assainissement, du Transport, de la Santé, du Développement social, la création d'un cadre de concertation, d'échange et de collaboration entre les différentes Agences d'exécution serait très appréciable.

EXTENSION PRÊT FND (STRUCTURE DES DEPENSES PAR CATEGORIE)

Catégorie/ Description	Intrants	Coût en CFA	Coût en Euro
A. Etudes et Supervision	Consultants nationaux (appui à la supervision du volet)	85 000 000	129 582
	Consultants internationaux (appui à la supervision du volet hydraulique)	280 000 000	426 857
	Contrôle des travaux hydrauliques (10% des travaux)	88 000 000	134 155
	Sous total A	453 000 000	690 594
B. Construction	Ouvrages de captage hydrauliques (Puits; M.F.T, etc. selon les localités)	480 000 000	731 755
	Reservoirs de stockage et mini réseau de distribution	300 000 000	457 347
	Ouvrages d'assainissement (latrines, bacs à laver, puisards, etc.)	100 000 000	152 449
	Sous total B	880 000 000	1 341 551
C. Equipements et Fournitures	Electropompes thermiques et solaires	320 000 000	487 837
	Pompes manuelles	70 000 000	106 714
	Stocks de pièces de rechange Pompes et Outillages pour la maintenance (5% coût Pompes)	19 500 000	29 728
	Sous total C	409 500 000	624 279
E. Formation	Formation des Membres des comités de gestion des points d'eau	15 000 000	22 867
	Formation en Maraîchage et Arboriculture	15 000 000	22 867
	Sous total	30 000 000	45 735
F. Frais Fonctionnement	Frais généraux (2% des cat. A à E)	47 580 000	72 535
	Coût de base	1 820 080 000	2 774 694
	Faux frais divers (5%)	91 004 000	138 735
	Hausse de Prix (appox. 3%)	54 602 400	83 241
	Total	1 965 686 400	2 996 670

ELIGIBILITE DES DEPENSES

Catégorie Description	Budget total	Soumissionnaire s éligibles	Biens, Travaux et Services remplissant les conditions requises	
			% Origine nordique	% Origine locale
Biens Equipements et Fournitures	624 279	Nordic / Local	82%	18%
Travaux Construction Ouvrages hydrauliq. et Infrastruct.	1 341 551	Local	-	100%
Services Contrôle de travaux Service de Consultants Formation	736 329	Nordic / Local	58%	42%
Coût de Fonctionnement	72 535	Local	-	100%
Total %			0%	100%
Total Euro	2 774 694		0	2 774 694